

Rapport d'activités

2018-2019



Ligue des droits et libertés
Section de Québec

Une année de renouveau... et d'actions!



**Rapport déposé à l'Assemblée générale annuelle du
4 juin 2019**

Ligue des droits et libertés – section de Québec

190-B, Dorchester, bureau 70

Québec (QC) G1K 5Y9

418-522-4506

581-984-4506 (Cellulaire)

Courriel : info@liguedesdroitsqc.org

Site web : <http://www.liguedesdroitsqc.org>

Table des matières

| | |
|---|------|
| Mot de la présidente..... | p.4 |
| Structure..... | p.6 |
| Acteurs et actrices de la LDL-QC..... | p.7 |
| Vie démocratique..... | p.9 |
| Éducation et sensibilisation aux droits humains..... | p.10 |
| Droit de manifester..... | p.11 |
| Profilage..... | p.11 |
| Racisme et discrimination..... | p.12 |
| Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les préjugés sexistes et racistes..... | p.13 |
| Les signes religieux, la laïcité et le projet de loi 21..... | p.17 |
| Concertations et collaborations..... | p.19 |
| Interventions médiatiques..... | p.21 |
| Gestion et financement de l'organisme..... | p.22 |
| Remerciements..... | p.23 |

Mot de la présidente

Cher-e-s membres,

C'est avec fierté que je vous présente ce rapport d'activité de la Ligue des droits et libertés – section Québec (LDL-Qc). Il s'agit d'un bilan de nos actions de la dernière année.

Lors de la dernière assemblée générale annuelle, nos membres ont convenu des priorités suivantes : l'égalité (plus précisément le racisme et le sexisme) et l'éducation aux droits humains .

L'année 2018-2019 a été une année importante pour la LDL-Qc en matière d'éducation aux droits : les ateliers créés lors des deux dernières années dans le cadre du procès avec le Groupe d'étude en droits et libertés de l'Université Laval (GEDEL) ont enfin vu le jour et ont pu être testés. Une campagne de promotion a eu lieu à l'été et l'automne 2018 afin de publiciser les ateliers et d'élargir notre clientèle. Ces ateliers, plus interactifs, ont été donné 45 fois cette année.

L'autre priorité énoncée par les membres pour l'année 2018-2019 était le racisme. Plusieurs projets ont permis à la LDL-Qc d'approfondir ses connaissances et de creuser la question du racisme à Québec, à débiter par le projet de Nicolas Villamarin Bonilla, employé étudiant pour l'été 2018, qui a permis de recueillir des données et des témoignages de divers intervenants agissant auprès des personnes racisées à Québec et en faire une analyse plus poussée. Ce projet a mis la table afin que la LDL-Qc se afin de voir comment la LDL pourrait s'inscrire dans une relation de solidarité et articuler des revendications claires en matière de respect des droits des personnes racisées. Avec le soutien du comité racisme de la LDL-QC, Sophie Marois, étudiante en sociologie et stagiaire à la LDL-QC, a par la suite rédigé le rapport : « Portrait du racisme à Québec : état des lieux et pistes de réflexions ». Ce rapport servira à orienter les interventions de la LDL-Qc dans le dossier du racisme.

La création du comité « Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits » a été un élément phare de l'analyse et de la discussion sur le racisme par la LDL-Qc. Piloté par Marielle M'Bangha, ce groupe de 16 femmes racisées a permis d'insérer les femmes dans une dynamique d'actions socio-politiques au sein de leur propre communauté et de leur milieu. Le projet a permis de créer un espace, un lieu d'échanges, de discussions, d'organisation et de réseautage dynamique. Plusieurs événements ont été organisés au cours de l'année pour promouvoir le droit à l'égalité, dont un cercle de parole, des capsules vidéos et des activités de sensibilisation.

Évidemment, tous ces projets n'auraient pu être réalisés sans l'énergie de nombreuses personnes. En premier lieu, notre ex-coordonnateur, Sébastien Harvey, qui nous a quitté pour d'autres horizons à l'automne 2018, et son remplaçant, Maxim Fortin, arrivé en décembre 2018 et qui a repris les dossiers d'une main de maître. Un gros merci à vous deux! Soulignons également le travail de Marielle M'Bangha pour son travail tout au long de l'année sur le racisme et le sexisme, ainsi que nos stagiaires. Merci également à toute l'équipe de l'éducation aux droits. Finalement, un gros merci à mes collègues administratrices et administrateurs.

Sur ce, j'espère que la LDL-Qc aura une très belle année 2019-2020!

Structure

La Ligue des droits et libertés, ci-après LDL, est un organisme indépendant et non partisan qui défend et fait la promotion de tous les droits proclamés dans la Charte internationale des droits de l'Homme. Cette Charte se compose de trois textes :

- Déclaration universelle des droits de l'Homme proclamée par les Nations Unies (1948) ;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966);
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966).

Fondée à Montréal en 1963, sous le nom de Ligue des droits de l'homme, la LDL est aujourd'hui l'une des plus anciennes organisations de défense et de promotion des droits des Amériques. La LDL est notamment affiliée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH).

L'action de la LDL a contribué à de nombreuses réformes :

- Adoption de la Charte des droits et libertés de la personne et création de la Commission des droits de la personne du Québec;
- Adoption et amélioration de lois fédérales et provinciales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels;
- Reconnaissance des droits des immigrants et des réfugiés;
- Démocratisation de l'accès à la justice et création du régime d'aide juridique;
- Mise en place du système de protection de la jeunesse;
- Abolition de la peine de mort.

L'action de la LDL dépend principalement de l'engagement de ses membres dans différents comités de travail. La LDL est dirigée par un conseil d'administration élu lors de l'assemblée générale annuelle. Une section régionale y est affiliée.

Acteurs et actrices de la LDL-QC

Membres

La section de Québec compte actuellement 116 membres individuels et 7 sept membres collectifs. La diminution du nombre de membres par rapport aux années précédentes s'explique par le fait que les nombreuses activités et initiatives de la LDL-QC au printemps nous ont forcé à retarder la constitution d'un comité *ad hoc* chargé du recrutement et du renouvellement des adhésions. Impérativement, la LDL-QC va combler cette lacune dès l'automne 2019. Les activités de l'organisme rejoignent désormais plus de gens et obtiennent davantage de visibilité et nous faisons le pari que cela aura des impacts positifs sur le recrutement et le renouvellement.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration regroupe certains des membres les plus impliqués de la section de Québec, supporte et encadre le travail de la coordination et veille à la bonne gestion de l'organisme. En 2018-2019, le conseil d'administration de la LDL-QC a été constitué des personnes suivantes :

Comité exécutif :

Laurence Gosselin-Marquis (présidente)

Étienne Ferron-Forget (1^{er} vice-président) (démission en février)

Maude Cloutier (2^e vice-présidente)

Sarah-Jeanne Giroux (secrétaire)

Pierre-Alexandre Caron (trésorier)

Administrateurs/trices :

Jasmine Laroche

Clara Benazera

Maryam Bessiri

Caroline Boudreault (démission en janvier)

Julie Desrosiers (démission en avril)

Employés

Coordination

À la suite du départ annoncé de Sébastien Harvey, coordonnateur de la Section Québec depuis de nombreuses années, nous avons procédé en octobre à l'embauche de Maxim Fortin, politologue et militant impliqué dans différents mouvements sociaux de la région de Québec.

La Ligue des droits et libertés tient d'ailleurs à remercier Sébastien pour toutes ses années de loyaux services, son dévouement et ce qu'il a accompli pour l'organisation. Merci aussi à Dominique Sacy qui a remplacé Sébastien Harvey pendant son congé au printemps 2018.

Maxim Fortin occupe désormais le poste de coordonnateur à temps plein (32,5 heures/semaine) depuis le 7 janvier 2019.

Comptabilité

Simon M Leclerc s'occupe désormais de la comptabilité (1 heure/ semaine) de l'organisme en remplacement de Maxime Couillard.

Organisation communautaire

L'obtention d'un financement spécifique d'un an du Secrétariat de la condition féminine (SCF) nous a permis d'engager Marielle M'Bangha comme organisatrice communautaire. Son mandat était le développement et la coordination du projet « Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les préjugés sexistes et racistes ».

Projet de recherche sur le racisme à Québec

Nicolas Villamarin-Bonilla a été engagé comme agent de recherche contractuel afin de réaliser une étude sur le racisme à Québec dans le cadre du programme Emploi d'été Canada.

Stagiaires

Sophie Marois, étudiante en sociologie, a effectué un stage à la LDL-QC afin de produire un rapport synthétisant les analyses et les données produites par l'organisme sur la question du racisme.

Équipe d'animation

Dix animatrices, la plupart étudiantes à la Faculté de droit de l'Université Laval ont été en charge de la prestation des ateliers d'éducation aux droits :

Marie-Pier Jolicoeur

Noémie Gonzalez

Magalie Salvas Grôleau

Rosalie Marquis

Samira Figuigui

Eve Gaumond

Maude Cloutier

Marielle M'Bangha

Sarah-Jeanne Giroux

Sarah French

Vie démocratique

Assemblée générale

L'assemblée générale annuelle de l'organisme a eu lieu le 5 juin et a réuni 18 membres.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est réuni 12 fois au cours de l'année. La transition en cours à la LDL-QC a essentiellement été gérée par le CA qui s'est efforcé tout au long de l'année d'assurer un suivi des grandes orientations et de faciliter l'entrée en poste du nouveau coordonnateur de même que la mise en œuvre des projets de l'organisation.

Comité exécutif

Le comité exécutif ne s'est pas formellement réuni. Tout le travail administratif a été effectué par le CA.

Vie sociale

2 événements sociaux ont permis aux membres de tisser des liens et de se voir. Une soirée à l'automne à la Microbrasserie Korrigane soulignant le départ et la contribution de l'ancien coordonnateur Sébastien Harvey et un party de Noël en janvier à la Microbrasserie Griendel.

Éducation et sensibilisation aux droits

Grâce à une collaboration avec le Groupe d'étude en droits et libertés (GEDEL) de la Faculté de droit de l'Université Laval, nous avons lancé notre nouvelle collection d'ateliers *Les droits de la personne en action!* 45 ateliers ont été donnés dans la région de Québec, dans différents organismes communautaires, centres de formation, écoles et maisons de jeunes. L'atelier sur le droit à la vie privée « Comment se protéger à l'ère numérique ? » et celui sur le droit à l'égalité « Peut-on être raciste ou sexiste sans le savoir ? » ont été particulièrement sollicités.

Nombre de prestations des ateliers :

Le droit à la vie privée «Comment se protéger à l'ère numérique ?» : **21**

Le droit à l'égalité «Peut-on être raciste ou sexiste sans le savoir?» : **11**

Le droit au travail «Comprendre la loi, un essentiel pour faire respecter ses droits» : **8**

Les droits de la personne «Des acquis à protéger, des luttes à continuer» : **3**

La justice pénale «Un processus à mieux comprendre» : **2**

Le droit à la santé «Une responsabilité individuelle ou collective?» : **0**

Nouveau tarif pour les ateliers

Le tarif de nos ateliers est désormais fixé à 100\$ pour les écoles et institutions publiques. Pour les groupes communautaires, une contribution de 75\$ est demandée.

Recrutement (animation)

Notre équipe d'animation a procédé à deux embauches cette année afin de renouveler l'équipe d'animation.

Contrat (animation)

Dans le but d'assurer une meilleure participation des animateurs/trices embauché.e.s, les membres de l'équipe d'animation doivent désormais s'engager à signer un contrat précisant leurs responsabilités.

Compensation (animation)

La compensation des animateurs/trices pour la prestation d'ateliers est désormais de 30\$ par atelier.



Droit de manifester

Organisme accompagnant un groupe de personnes ayant porté plainte pour profilage politique à la suite d'une arrestation massive survenue le 27 avril 2012 lors d'une manifestation féministe, la LDL-QC a poursuivi son soutien en collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). La cause est actuellement en délibéré au Tribunal des droits de la personne.

Par ailleurs, la LDL-QC continue de s'impliquer dans la *Coalition pour le droit de manifester*, structure réunissant divers organismes communautaires et citoyens de la région de Québec. Cette coalition tente d'amener la ville de Québec à lever les entraves au droit de manifester contenues dans la plus récente version du Règlement sur la paix et le bon ordre (R.V.Q 1091) de la ville de Québec.

Profilage

La ligue des droits et libertés – section de Québec est partenaire de l'*Observatoire des profilages*, un projet de recherche sur les différents types de profilage. Dirigé par la professeure Céline Bélot, ce projet connaîtra d'importants développements advenant l'obtention d'une subvention de recherche cette année.

Notons aussi que des discussions entre la Section Québec et la CDPDJ concernant d'éventuelles collaborations dans le dossier du profilage politique, racial et social ont également eu lieu.

Racisme et discrimination

Projet de recherche sur le racisme à Québec

Dans le cadre du programme Emploi d'été Canada, Nicolas Villamarin-Bonilla a réalisé pour le compte de la LDL-QC une enquête sur le racisme à Québec.

L'objectif général de ce projet fut de disposer d'un aperçu sommaire et général des différents acteurs collectifs (organismes, collectifs et associations) qui œuvrent auprès des personnes qu'on racise, et ce, afin d'orienter les prochaines actions de la LDL-QC en matière de lutte au racisme. Il s'agissait de documenter plus spécifiquement les efforts consacrés par ces acteurs collectifs à la lutte contre le racisme afin de voir comment la LDL pourrait s'inscrire dans une relation de solidarité et articuler des revendications claires en matière de respect des droits des personnes racisées.

Portrait du racisme à Québec

Avec le soutien du comité racisme de la LDL-QC, Sophie Marois, étudiante en sociologie et stagiaire à la LDL-QC, a rédigé le rapport : « Portrait du racisme à Québec : état des lieux et pistes de réflexions ». Ce rapport se veut dans la continuité et le prolongement des travaux menés au sein de l'organisme sur ce sujet et ancré dans une solide perspective théorique. Ce document servira à orienter les plans d'actions et les interventions de l'organisation en matière d'antiracisme.

La lutte au racisme : un axe devenu transversal...

Par ailleurs, la lutte au racisme et à toute forme de discrimination est devenue un axe de travail transversal à la LDL-QC cette année, comme en témoigne notre participation à la conférence « Le racisme, de la rue à l'assemblée nationale ? » (décembre 2018), à la *Commémoration du 29 janvier*, à la relance de la *Coordination des actions contre le racisme à Québec*, à la *Semaine contre le racisme*, à la marche du 23 mars contre le racisme et la haine, à la marche de solidarité pour les personnes migrantes et à la mobilisation contre le projet de loi 21.

La création et mise en place du Comité « femmes racisées », renommé « Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits » (FIAÉD) par ses membres, participe lui-aussi à consolider la place et l'importance de la lutte au racisme et aux préjugés à l'intérieur du travail de l'organisation.

Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les préjugés sexistes et racistes : du Comité « femmes racisées » aux « Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits »

Voici le rapport de Marielle M'Bangha, organisatrice communautaire embauchée pour lancer et coordonner le projet « Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les stéréotypes sexistes et racistes ».

Rapport de Marielle M'Bangha

Ce projet d'empowerment féministe avait pour but de créer un comité de femmes racisées en les outillant afin de promouvoir le droit à l'égalité notamment via l'atelier d'éducation aux droits « Peut-on être raciste ou sexiste dans le savoir ? ». Ce projet a donné naissance au Comité « femmes racisées ».

Mis sur pied le 25 octobre 2018, c'est six femmes qui jetaient les jalons de ce comité devenu Comité « Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits de la Ligue des droits et libertés-Section de Québec ». Depuis, ce comité s'est agrandi à seize femmes.

Le comité a permis d'insérer les femmes dans une dynamique d'actions socio-politiques au sein de leur propre communauté et de leur milieu. Le projet a permis de créer un espace, un lieu d'échanges, de discussions, d'organisation et de réseautage dynamique.



Mobilisation et organisation

Intéressées par la défense des droits humains, ce sont donc des femmes issues de divers domaines académiques et socio-professionnelles dont le droit international, l'anthropologie, le génie électrique, la défense des droits qui se sont réunies sept fois cette année. Ces rencontres ont permis de réfléchir sur divers enjeux socio-politiques tels que le racisme, l'immigration, l'accueil des migrants, le vivre ensemble, le droit des femmes et le projet de loi 21 concernant la laïcité de l'État.

Activités de sensibilisation

Dans le cadre de ce projet de mobilisation, le comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits a organisé quatre activités dont *Le cercle de parole féministe* au mois de janvier 2019 et deux autres lors de la semaine contre le racisme.

À l'occasion du 8 mars, la journée internationale des droits des femmes, deux capsules vidéo ont été publiées et partagées sur les réseaux sociaux.

Cercle de parole féministe : vivre ensemble !

Ouvertes à toutes, le cercle de parole féministe avait pour but de rassembler et de sensibiliser quant à l'importance du vivre ensemble et de souligner la commémoration de l'attentat terroriste de la mosquée de Québec.

C'est onze femmes d'ici et d'ailleurs qui se sont réunies afin de tenir ce fil qui ne se rompra jamais, celui du vivre-ensemble.

Capsules promotionnelles – 8 mars

Dans un objectif d'empowerment et de défense des droits des femmes, les femmes du comité ont participé au tournage de deux capsules Facebook à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes qui ont été diffusées le 8 mars 2019 sur la page Facebook de la Ligue des droits et libertés-Section de Québec. C'est plus de 2000 personnes qui ont été rejointes sur ladite plateforme.

Semaine contre le racisme

C'est sous le thème, « Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits ...au travail » que s'est organisé deux activités de sensibilisations afin de souligner la semaine contre le racisme. En effet, nous avons organisé deux événements dont le ciné-rencontre (*Les figures de l'ombre de Théodor Melfi*) le 21 mars au cinéma Le Clap et le brunch table-ronde le 30 mars à la Maison de la coopération.

C'est cinquante personnes qui ont été rejointes via ces deux événements.

Le brunch table-ronde qui a connu un franc succès était l'occasion d'échanger avec trois leaders communautaires de choix, Mme Diane Anchicha, femme des Premières-Nations, descendante des Chefs huron-wendat Okouandoron et Taourenche, Mme Emilia Castro, ex-dirigeante syndicale et enfin du milieu des affaires, Mme Nour Sayem, fondatrice de l'entreprise d'économie sociale *Aliments ensemble*. Cet espace qui a réuni des femmes québécoises, immigrantes et acadiennes a permis de discuter de divers enjeux touchant le racisme en milieu de travail et les recours possibles, l'éducation aux droits, le droit à l'égalité et le projet de Loi-21 qui a retenu

majoritairement les échanges. Cet événement a été très apprécié puisque plusieurs femmes ont salué cette initiative et ont souhaité participer de nouveau à ce type d'événement pour un meilleur vivre-ensemble.



De nouvelles animatrices pour les ateliers d'éducation aux droits

Afin d'outiller les femmes dans la défense du droit à l'égalité, l'atelier « Peut-on être raciste ou sexiste sans le savoir » a été offert à douze femmes du comité. Depuis, 4 femmes du comité ont déjà co-animé l'atelier du droit à l'égalité.

Actions pour l'inclusion des femmes racisées de Québec

Le positionnement du comité Femmes d'ici et d'ailleurs comme un espace d'action, de prise de parole et de consultation a fait en sorte que le nombre de sollicitations et de participations à divers projets commence à s'accroître. Cela a pour effet de contribuer au rayonnement de la Ligue des droits et libertés – Section Québec.

Comité des femmes immigrantes du Centre des femmes Basse-Ville

Nous tenons à souligner le bel accueil de ce projet dans le milieu notamment avec le comité des femmes immigrantes du Centre des Femmes Basse-Ville avec qui nous avons co-animé un 5 à 7 interculturel traitant du racisme systémique. C'était l'occasion de présenter le travail de Sophie Marois, stagiaire en sociologie à la Ligue des droits et libertés – Section Québec qui a rédigé un rapport titré « Portrait du racisme à Québec ». Précisons que les femmes du comité ont été entendues dans le cadre de ce travail.

Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale

Afin de sensibiliser les intervenants et de favoriser l'inclusion des femmes racisées, nous avons participé au focus group du projet Agir du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale- Nationale qui vise à documenter la réalité des femmes éloignées ou exclues du marché du travail.

Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et services sociaux de la Capitale-Nationale

Le comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits a été sollicité afin de participer à l'étude « Mieux connaître l'exclusion sociale vécue et les conditions de vie des réfugiés et des migrants à statut précaire de la Capitale-Nationale ainsi que leurs effets sur la santé ».

Les femmes parlent de leur comité

Maëlle : « Ce comité m'a permis de faire des rencontres vraiment magnifiques, au-delà d'une collaboration. Pour plusieurs raisons je me sentais un peu incomplète et j'ai à travers ce comité trouvé de quoi agir et être utile. J'espère vraiment apporter ma plus belle collaboration dans divers projets »

Souheila : « J'ai appris avec ce comité à me battre pour mes droits et les droits des plus vulnérables. Ça m'a permis de rencontrer des femmes engagées, intelligentes et surtout tenaces. Ce beau comité est devenu pour moi la petite bouffée d'oxygène qui me permet à chaque fois d'apprendre et voir les choses d'un angle différent du mien grâce à des femmes avec des vécus et de cultures différentes »

Maya : « Ce comité m'a permis d'avoir plus confiance en moi et de m'affirmer dans la société québécoise. Il m'a rendu plus déterminée et convaincu à continuer mon combat pour la défense des droits de la femme.

Un moment fort de l'année était ma participation aux marches solidaires organiser contre le racisme et discrimination, J'étais très touché par les messages pour l'union, la solidarité et paix... et la participation des femmes de communauté culturelle et des québécoises d'origine pour dire qu'on est toute concernée...Tout ceci m'a redonné espoir et que le changement pour un monde meilleur est possible... »

Priorités 2019-2020

- Répondre aux multiples demandes de participation, consultation, prise de parole sur divers enjeux socio-politiques ;
- Assurer la continuité et la pérennité du comité ;
- Rendre effectif le sous-comité droits culturels et économiques

Les signes religieux, la laïcité et le projet de loi 21

Le gouvernement caquiste a déposé le 28 mars dernier le Projet de loi n°21 : Loi sur la laïcité de l'État. Cette mesure législative entend interdire le port de signes religieux pour les fonctionnaires en position d'autorité et aux enseignants des écoles primaires et secondaires du réseau public. Elle prévoit aussi une modification de la Charte québécoise des droits et libertés afin que celle-ci stipule désormais « que les libertés et droits fondamentaux doivent s'exercer dans le respect de la laïcité de l'État ».

La Ligue des droits et libertés appuie sans réserve le principe de la laïcité de l'État. Or, elle s'oppose vigoureusement à ce projet de loi.

La LDL-QC appuie la laïcité telle que définie par le droit et refuse l'interdiction discriminatoire des signes religieux au nom d'une mauvaise compréhension de de cette laïcité. Ce projet de loi constitue une violation à la liberté de religion et ne répond à aucun problème urgent ou réel. C'est pourquoi elle s'est mobilisée contre ce projet depuis son dépôt.

Action tractage (11 mai)

La LDL-QC a produit le tract « Opposez-vous au projet de loi 21 sur la laïcité de l'État ». Imprimé à quelques centaines d'exemplaires, ce tract a été distribué aux passants des axes principaux du quartier St-Roch samedi le 11 mai. Une tournée des cafés a aussi été réalisée. Une dizaine de membres et d'alliés de la LDL-QC ont participé à cette distribution de tracts.

Participation à la Commission des institutions se penchant sur le PL-21(16 mai)

La LDL-QC a intégré l'équipe nationale de la Ligue des droits et libertés chargée de présenter le mémoire de l'organisme aux députés de l'Assemblée nationale participant à la commission des institutions se penchant sur le PL-21. Christian Nadeau, président de la Ligue des droits et libertés, Alexandra Pierre, membre du CA de la LDL, et Maxim Fortin, coordonnateur de la LDL-QC ont clairement exposé au ministre Jolin-Barette et aux députés présents que la LDL comme organisme s'oppose à ce projet et le dénonce. Plusieurs membres et alliés de la LDL-QC se sont déplacés pour l'événement et étaient présents à l'Assemblée nationale du Québec.



Rassemblement citoyen contre le PL-21 (16 mai)

Co-organisé par le Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire (REPAC) et la Ligue des droits et libertés – section de Québec, le « Rassemblement citoyen contre le PL21 » a attiré plus de 200 personnes. Ce rassemblement peut être considéré comme l'acte de naissance d'un mouvement contre le projet de loi 21 dans la région de Québec. Ce rassemblement a contribué à ancrer la présence et le discours de la LDL au sein des espaces d'opposition citoyens émergents.



Conférence publique du juriste et professeur Louis-Philippe Lampron (17 mai)

Cette conférence avait pour but d'expliquer la portée concrète du projet de loi 21 et de démontrer en quoi, sur le plan de la forme comme sur celui du fond, la version actuelle de ce projet de loi représente une menace importante à l'intégrité des textes protégeant les droits et libertés de la personne au Québec.

Intitulée « « Interdire et déroger : les principaux écueils du PL-21 », la conférence a eu lieu au Centre Frédéric Back, dans une salle bondée où une quarantaine de personnes ont pu échanger avec le sympathique et très perspicace juriste.

Capsules web (5 au 15 juin)

Afin d'offrir des espaces d'expression et d'encourager la prise de parole citoyenne dans le dossier du PL-21, la LDL-QC a produit et diffusé via Facebook huit capsules web dans lesquelles des membres et des alliés de la LDL-QC exposent brièvement pourquoi ils sont contre le projet de loi.

Lien pour écouter les capsules :

<https://www.facebook.com/322327387806004/videos/408429313089312>

Concertations et collaborations

Mission d'observation lors du G7 2018 de Charlevoix/Québec

La section de Québec a participé à la mission d'observation conjointement menée par la Ligue des droits et libertés et Amnistie internationale. Dominique Sacy, coordonnateur remplaçant de la LDL-QC au printemps 2018 et Julie Desrosiers, membre du CA, ont représenté la LDL-QC au sein de la mission. Dominique Sacy a participé à la mission d'observation sur le terrain alors que Julie Desrosiers a participé à l'observation des conditions de détention.

Le rapport de cette mission d'observation conclut que le climat de peur et d'intimidation entourant le G7 de Charlevoix/Québec a sérieusement entravé la liberté d'expression et le droit de manifester des citoyens et citoyennes.

Coordination des actions contre le racisme à Québec

La LDL-QC est demeuré un acteur actif au sein de la Coordination des actions contre le racisme (CACR) à Québec. Notre coordonnateur a participé au panel de la conférence « Le racisme, de la rue à l'assemblée nationale ? » organisée par la CACR le 5 décembre 2018 à l'Université Laval et nous avons participé à la relance de la CACR à l'hiver tout en réaffirmant notre volonté de faciliter la coordination des activités et le suivi des dossiers.

29 janvier : je me souviens!

Cette année encore, la LDL-QC a appuyé les efforts du Comité citoyen organisateur de la commémoration de l'attentat de la mosquée de Québec. Nous avons

principalement soutenu les démarches ayant permis à cette initiative de maintenir ses sources de financement.

Coalition pour le droit de manifester

La LDL-QC continue de participer aux activités et actions de la Coalition pour le droit de manifester.

De plus, rappelons le travail en commun réalisé par la LDL-QC et la CDPDJ dans le dossier des plaignant.e.s d'avril 2012.

Élimination de 18 000 dossiers d'immigration

Au mois de février, le Centre des femmes de la Basse-Ville, la LDL-QC et le REPAC ont dénoncé conjointement par l'entremise d'un communiqué la décision du gouvernement de la CAQ d'éliminer 18 000 dossiers d'immigration non-traités.

Marchons ensemble : solidarité avec les personnes migrantes!

La LDL-QC a été un acteur dynamique et très actif lors de la mobilisation en faveur des personnes migrantes ayant culminée avec l'événement « Marchons ensemble : solidarité avec les personnes migrantes ». Co-organisé par plusieurs groupes de la région de Québec, cette marche a rassemblé près de 200 personnes et a obtenu une visibilité médiatique. Maxim Fortin, coordonnateur de la LDL-QC, a occupé les fonctions de porte-parole pour l'ensemble de l'événement.

Notons que c'est à travers cette mobilisation que le Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droit a commencé à s'insérer dans les activités socio-politiques locales et à occuper l'espace public. Un atelier de fabrication de pancartes avait d'ailleurs eu lieu quelques jours avant la marche aux bureaux de la LDL-QC. Une représentante du comité a participé aux réunions d'organisation et a pris publiquement la parole lors de la marche.



Interventions médiatiques

Utilisation du mot « race »

La LDL-QC a été sollicitée au début du mois de décembre pour une entrevue sur l'utilisation du mot « race » dans les communications des institutions publiques. Le reportage peut être consulté à l'adresse suivante : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140290/terme-race-police-quebec-spvq-politique-droits-libertes>

Marche en solidarité avec les personnes migrantes

Les reportages sur la marche en solidarité avec les personnes migrantes et les interventions de la coordination de la LDL-QC agissant ici comme porte-parole du comité organisateur sont accessibles via ces liens :

Le reportage de Radio-Canada sur la marche du 4 mai :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1167952/manifestation-migrants-quebec>

L'article du Soleil sur la marche du 4 mai :

<https://www.lesoleil.com/actualite/manifestation-de-solidarite-envers-les-migrants-a-quebec-fd04c4413b9e4b1a8f1edb7dec6aee62>

Présentation du mémoire de la LDL à l'Assemblée nationale

Il est possible de visionner la présentation du mémoire de la LDL en commission via le lien suivant: <https://www.youtube.com/watch?v=JesjQ6bpcvU>

Le reportage de Radio-Canada sur le passage de la LDL devant la commission via le lien suivant:

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1170166/projet-loi-21-laicite-etat-consultations-federation-femmes-quebec>

Dépenses du G7

Au début du mois de mai, la LDL-QC a été sollicité pour commenter les dépenses en sécurité liées à la tenue du G7 au printemps 2018. Le reportage peut être consulté via ce lien : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1168674/depenses-quebec-g7-temps-supplementaire-sq-ottawa>

Gestion et financement

Les revenus de l'organisme se divisent entre les subventions, les dons et les activités de financement. Du côté des subventions récurrentes, notre nouvelle entente avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) nous assure d'un soutien de quatre ans « à la mission » et constituera notre principale source de revenu récurrent non lié à des projets spécifiques.

L'an prochain, des efforts seront déployés pour développer davantage le financement syndical et en provenance des associations étudiantes. De nouvelles avenues seront aussi explorées.

Nos états financiers vérifiés révèlent pour 2018-2019 des revenus de 106 399\$ et des dépenses de 99 632\$. Ces montants seront considérablement plus faibles pour l'année 2019-2020 dans la mesure où près de 40% de ceux-ci étaient liés au projet d'un an financé par le Secrétariat de la condition féminine.

Remerciements

Un gros merci à Guitté Hartog pour toutes les photos prises et diffusées lors de nos événements. Plusieurs photos utilisées dans ce rapport ont été prises par elle. Merci de contribuer aussi efficacement au rayonnement de la Ligue et à la diffusion de ses activités!

Un gros merci au Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL) et à l'Association des étudiants et étudiantes en science sociales de l'Université Laval (AESS) pour leur don particulièrement généreux!



Par ailleurs, les activités de la LDL-QC sont soutenues par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales**

Québec 

Le projet *Mobilisation pour l'égalité réelle et contre les préjugés sexistes et racistes* a quant à lui été soutenu par le Secrétariat à la condition féminine.

**Secrétariat
à la condition
féminine**

Québec 

Et pour terminer, un énorme merci à tous nos donateurs, membres, alliés et collaborateurs!